

# Raisonnement stratégique et outils conceptuels : De la guerre aux *logiques* de guerre

Par Laure Bardiès

## Le raisonnement stratégique

Prendre pour objet de recherche “le raisonnement” stratégique invite à la réflexion sur la manière dont nous appréhendons et articulons mentalement les phénomènes participant du champ de la stratégie pour leur donner sens et agir. De nombreux travaux et manifestations scientifiques ont pour objets les théories et doctrines stratégiques, leur histoire, leurs auteurs, les divers problèmes intellectuels et pratiques que fait émerger leur confrontation à l’action et à ses conséquences. Le raisonnement stratégique est, lui, plus rarement envisagé comme un objet d’analyse potentiel. Il s’agit donc moins de s’intéresser à *ce que l’on pense* en matière stratégique, que de s’interroger sur *la manière dont on pense* ces questions.

Selon la définition de la stratégie pour laquelle on opte, l’extension du champ d’étude peut considérablement varier, et avec elle l’appréciation de la plus ou moins grande particularité du raisonnement stratégique.<sup>1</sup> Si on juge que la stratégie relève, de façon très large, de l’ajustement des fins et moyens de l’action, le raisonnement stratégique est synonyme d’une simple mise en œuvre de la rationalité instrumentale. Si on lui préfère une définition plus restrictive, se dessine un raisonnement stratégique qui, tout en participant de la rationalité instrumentale, exige la prise en compte d’éléments supplémentaires. En partant du principe qu’il n’existe pas de définition objective de la stratégie, que celle-ci relève, au bout du compte, de conventions, on admettra que l’essentiel est de s’entendre ponctuellement sur le sens de l’objet étudié. Or, l’intérêt d’un questionnement sur le raisonnement stratégique est directement tributaire de sa distinction d’avec le simple raisonnement instrumental.

On suivra Hervé Coutau-Bégarie (2006, p.72) lorsqu’il souligne que

...si l’on écarte l’idée d’une stratégie s’appliquant à n’importe quelle activité sociale, il faut trouver une nouvelle définition qui rende compte des élargissements successifs de la stratégie, tout en restant fidèle à l’essence du concept. Cela conduit à écarter les définitions trop générales, déconnectées de tout aspect conflictuel, ou trop sophistiquées, qui risquent d’engendrer des définitions sans fin (Coutau-Bégarie, 2006, p.72).

---

<sup>1</sup> Pour une synthèse des élargissements progressifs du concept de stratégie, à partir de sa première définition comme art du commandement militaire jusqu’à sa généralisation à n’importe quelle action instrumentale, voir Coutau-Bégarie, 2006.

On retiendra également la définition que le stratège a formulée à partir de l'effort de clarification<sup>2</sup> réalisé par André Beaufre dans sa célèbre *Introduction à la stratégie* (Beaufre, 1998), et nous admettrons la stratégie comme "*La dialectique des intelligences, dans un milieu conflictuel, fondée sur l'utilisation ou la menace d'utilisation de la force à des fins politiques*" (Coutau-Bégarie, *op.cit.*, p.73).

Si l'on accepte ainsi que le champ de la stratégie se déploie autour de la rencontre du conflit (antagonisme des volontés et des intelligences) et de l'usage, au moins potentiel, de la violence, alors le raisonnement stratégique est plus qu'un simple raisonnement instrumental, plus que la simple recherche d'un ajustement des fins et moyens de l'action. Il doit logiquement connaître et reconnaître l'existence d'une volonté et d'une intelligence autre, prendre en compte l'interaction des volontés et intelligences et leurs résultats probables,<sup>3</sup> intégrer tout ce que l'usage de la violence implique, en contexte, du point de vue social, politique, psychologique, moral et culturel, pour les combattants et les non-combattants. Il doit enfin être attentif au fait que la violence est un moyen qui échappe toujours, plus ou moins, à ceux qui le mettent en œuvre.<sup>4</sup>

### **Catégories descriptives, catégories analytiques**

Parmi les éléments susceptibles d'obscurcir, de limiter la pertinence ou de fausser le raisonnement stratégique, les caractéristiques des outils conceptuels manipulés arrivent en bonne place. Les facteurs influant sur l'élaboration du raisonnement stratégique, quelle que soit leur nature, peuvent être regroupés en deux grands ensembles : ceux qui d'une part orientent la démarche générale d'analyse, et ceux, d'autre part, qui se rangent dans la catégorie plus technique des moyens de la connaissance et de la méthode de raisonnement. Bien évidemment, ces deux volets se recoupent en de nombreux points.

C'est sur le concept de *guerre* et ses qualifications que l'on voudrait ici revenir, non en général, mais dès lors qu'il est mobilisé par le raisonnement stratégique. Christian Olsson et Thomas Lindemann ont déjà proposé de réfléchir au décalage entre des formes de conflictualité qui évoluent et la notion de guerre entendue dans le sens dit classique de conflit armé entre États.<sup>5</sup> Les questionnements se rejoignent, mais le problème est ici pris

---

<sup>2</sup> Le général Beaufre définit la stratégie comme "l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit".

<sup>3</sup> Il ne s'agit pas seulement d'imputer des motivations, de déceler des intentions, d'anticiper des actions : il faut aussi raisonner les conséquences probables de l'interaction conflictuelle en contexte, autrement dit être attentif à ses effets inattendus ou pervers.

<sup>4</sup> Pour une rapide synthèse des facteurs qui font de la violence collective un instrument impossible à intégralement maîtriser, voir Bardiès, 2011.

<sup>5</sup> Lors du congrès de l'Association française de science politique de 2011, dans le cadre de la Section Thématique 8 (Représentations et labellisations de la "guerre" : pour une sociologie interprétativiste des systèmes de classification de la conflictualité internationale), dont ils sont responsables. La problématique était définie de la façon suivante : "*Comment analyser les conflits armés internationaux dans un contexte contemporain dans lequel la notion de 'guerre' ne peut plus être définie de façon universelle et apparaît, de ce fait, de plus en plus comme un concept essentiellement contesté ? La guerre a connu plusieurs tentatives de définition depuis le 18<sup>e</sup> siècle, toutes liées à un cadre intersubjectif qui a été consolidé et formalisé plus tard par le paradigme réaliste en RI au 20<sup>e</sup> siècle. L'objectivisme sous-jacent à cette dernière approche considérerait ainsi comme 'guerre' tout conflit armé entre deux États mus par une logique de lutte de puissance. L'émergence et l'institutionnalisation progressive de cette représentation de la guerre ont dès le*

en compte sous l'angle des difficultés *cognitives* soulevées par le maniement du concept de guerre, en particulier au travers de catégories définissant ses formes; catégories censées nous aider à caractériser et rendre intelligible la réalité. L'enjeu est à notre sens majeur. Il ne s'agit pas simplement de questions relevant du seul domaine d'une connaissance "pure" et désintéressée: la capacité à apprécier le plus justement possible par la qualification une situation est cruciale pour toute pratique.

Il faut d'abord remarquer que les typologies, et surtout les classifications – les premières ayant une ambition analytique alors que les secondes sont descriptives – du phénomène guerre ne manquent pas. Leur recensement serait d'ailleurs utile, bien qu'extrêmement laborieux. Les critères utilisés pour distinguer les catégories de guerre sont variables et finalement offrent comme outils au raisonnement des catégories aussi différentes que "guerre de religion", "guerre asymétrique", "guerre civile", "guerre moderne", "guerre totale", "guerre irrégulière", "guerre révolutionnaire", "guerre majeure", "guerre d'usure", "petite guerre", "guerre conventionnelle", "guerre technologique", etc. Si beaucoup de ces catégories sont utiles, elles posent également quelques problèmes.

Le premier d'entre eux est qu'il s'agit le plus souvent de catégories *descriptives* s'attachant aux *formes* du phénomène guerre. Or, si l'on ajoute à la multiplicité des critères possibles de qualification (motifs, objectifs, importance subjective, durée, caractéristiques des acteurs, caractéristiques des divers moyens employés, des stratégies utilisées, etc.) leur formidable diversité historique, on comprend mieux l'aspect pléthorique des catégories à disposition. La formule de Clausewitz est célèbre: la guerre est un caméléon. Elle peut être utilisée, mal traduite ou comprise,<sup>6</sup> pour soutenir l'impossibilité d'une théorie générale de la guerre, quand l'autre formule, plus célèbre encore: "*la guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens*" (trad. D. Naville, 1955, p.703) semble au contraire y inviter. Ces deux formules ne sont pourtant pas contradictoires, si l'on admet que la politique ne se résume pas à l'action de l'État et que la modification des formes de la guerre ne change pas sa nature.

---

*18<sup>e</sup> siècle été facilitées par une 'culture' diplomatique et militaire concevant la guerre comme une séquence temporelle devant commencer par une 'déclaration de guerre' et se terminer par la signature d'un accord d'armistice et ensuite de paix. L'érosion progressive de ce cadre intersubjectif et la transformation des logiques conflictuelles depuis le 19<sup>e</sup> siècle européen ont cependant profondément brouillées les frontières définitionnelles de la notion 'guerre', à tel point qu'il n'existe plus aucun consensus en la matière aujourd'hui. Cela est d'autant plus le cas que, dans le monde contemporain, l'accusation de faire la 'guerre' (à laquelle un État répondra volontiers que ce n'est qu'une 'intervention', de préférence 'humanitaire') ou la prétention à faire la 'guerre' (par laquelle nombre de groupes clandestins se défendent d'être 'terroristes') ne sont pas axiologiquement neutres: elles connotent (positivement ou négativement), dénotent et mobilisent des répertoires symboliques et affectuels qui sont eux-mêmes fonction de cadres normatifs variables et changeants selon les contextes d'énonciation. Dès lors, comment la science politique peut-elle se saisir du concept de 'guerre' pour en identifier les acteurs et les rationalités au travers d'un cadre théorique plus ou moins unitaire? En effet, les aspects 'identitaires', 'ethniques', 'civils', 'culturels', 'culturels' sont autant de facteurs déclencheurs de conflits armés qui semblent être en décalage avec la définition traditionnelle et réaliste de la 'guerre'".*

<sup>6</sup> La citation exacte est "*Der Krieg ist also nicht nur ein wahres Chamäleon, weil er in jedem konkreten Fall seine Natur etwas ändert, sondern...*". Une traduction répandue est: "*La guerre est un véritable caméléon, qui modifie quelque peu sa nature dans chaque cas concret*". L'emploi du terme "nature", même tempéré par "quelque peu", induit souvent en erreur. C'est bien le *caractère* (forme) de la guerre qui, tel un caméléon, se métamorphose, non sa *nature*.

Le second problème posé par les catégories descriptives est qu'elles nous aident à caractériser des situations, mais assez peu à les comprendre. On entend ici la notion de compréhension dans le sens que lui donne la sociologie héritée de l'œuvre de Max Weber, c'est-à-dire, pour dire les choses simplement, l'interprétation du sens général que les acteurs historiques, individuels ou collectifs, donnent à leur activité. Il est pourtant essentiel pour raisonner stratégiquement de comprendre l'orientation générale que les acteurs en conflit donnent à leur action, de saisir la *logique d'action* qui meut les acteurs. Une même logique d'action peut prendre historiquement des formes différentes, et celles-ci ne sont bien sûr pas sans importance pour le raisonnement stratégique. Elles renvoient à l'impératif de prendre en compte les caractéristiques principales du *contexte*, à chaque fois singulier, au sein duquel l'action prend place. Mais formes et logiques de l'action sont distinctes, et l'appréhension des deux est nécessaire au raisonnement stratégique.

Enfin, lorsque nous employons dans nos raisonnements le concept de guerre associé à une qualification particulière, nous qualifions ainsi *la totalité* d'un conflit. Ce faisant, nous rendons homogène et stable une réalité historique qui ne l'est pas toujours. On renvoie par exemple aux débats sur le fait que telle ou telle guerre est "totale" ou "limitée" ; guerre du Vietnam ou d'Algérie, pour ne citer qu'elles. Lorsque les logiques et formes d'actions des adversaires sont analogues, la qualification par ces catégories ne pose pas trop de difficultés. En revanche, lorsqu'elles sont dissemblables ou évoluent en cours de conflit, les choses deviennent beaucoup plus confuses et des désaccords, parfois virulents, apparaissent. Or, une guerre est une interaction dynamique entre acteurs collectifs qui ne se livrent pas toujours la *même* guerre. C'est la raison pour laquelle il faut dans certains cas changer d'optique, et renoncer à qualifier la totalité (*la guerre*) pour partir à la recherche des *logiques de guerre* qui animent chacun des acteurs collectifs en lutte.

Les acteurs collectifs pertinents à identifier sont parfois plus nombreux que les groupes en guerre: au sein d'un même "camp", il est parfaitement possible que des acteurs collectifs soient mus par des logiques d'action différentes (acteurs politiques et militaires par exemple). Les logiques d'action des uns et des autres sont également susceptibles de se transformer en cours de conflit – une interaction est une action réciproque: ce que fait l'un oriente ce que fait l'autre. Pour clarifier la compréhension des situations de conflits armés, il s'agit, en somme, de passer d'une approche du phénomène guerre de type holiste à une approche guidée par l'individualisme méthodologique. Ce qu'on appelle "la guerre" n'est pas une totalité qualifiable *a priori* dont on pourrait *déduire* le comportement des acteurs, mais le *résultat* d'une interaction complexe entre de multiples acteurs qui agissent, dans des contextes particuliers, selon des logiques et des modalités variables. Cette proposition de décomposition du phénomène guerre est à la fois très simple et plus difficile à mettre en œuvre qu'il n'y paraît, tant nous avons l'habitude, par l'usage de l'expression "la guerre", de qualifier la totalité.

Pour passer, quand cela s'avère utile, des catégories descriptives aux catégories analytiques, de la qualification de "la guerre" à la compréhension des logiques d'action des acteurs en guerre, la sociologie d'inspiration wébérienne offre un type d'outil conceptuel

nécessaire: l'idéal-type (ou *idéel*-type: le concept n'ayant aucunement la dimension normative que suggère une traduction fautive, malencontreusement consacrée, de l'allemand). Dans le cadre d'une sociologie qui se donne pour tâche d'interpréter le sens des conduites humaines, le type idéal est "un tableau simplifié et schématisé de l'objet de la recherche auquel l'observation systématique du réel doit être confrontée" (Schnapper, 1999, p.15). Le type idéal autorise donc à saisir de façon abstraite la signification générale (ou logique) des conduites des acteurs, ce qui permet d'éviter de se perdre dans les formes chaque fois singulières qu'elles revêtent. Pour autant, et c'est fondamental, le type idéal est un *moyen* de la compréhension: le concept est utile dans la mesure où, revenant aux situations historiques, il aide à leur intelligibilité. C'est ce que soulignait Weber lui-même:

L'idéaltype est un tableau de pensée, il n'est pas la réalité historique ni surtout la réalité 'authentique' (...) Il n'a d'autre signification que d'un concept limite purement idéal, auquel on mesure la réalité pour clarifier le contenu empirique de certains de ses éléments importants, et avec lequel on la compare (Weber, 1992, p.176).

Ainsi un type idéal ne coïncide jamais parfaitement aux objets historiques auxquels il se rapporte. Mais il est un instrument précieux de leur compréhension dans la mesure où, par comparaison du concept aux réalités empiriques, il est possible d'évaluer leur plus ou moins grande correspondance, de déceler en quoi ils divergent et de tenter de comprendre pourquoi. En somme, le type idéal est un outil conceptuel qui permet de dépasser la simple description de réalités historiques singulières *et* de préserver la singularité historique de chaque objet dont la démarche de compréhension s'empare.

## **Logique de guerre totale, logique de guerre limitée**

Illustrons maintenant la transformation de catégories descriptives en types idéels à travers l'exemple d'une courte typologie comprenant deux catégories de *logique d'action*: la logique de guerre totale et la logique de guerre limitée. Cette typologie, qui n'a évidemment pas de prétention à l'exhaustivité, a été conçue en reprenant des expressions déjà existantes mais en en modifiant le sens et l'usage. On a jugé que c'était préférable à l'ajout de nouvelles catégories à la longue liste déjà disponible, d'autant que l'objectif est justement de modifier des catégories descriptives pour les transformer en instruments de compréhension stratégique. Le critère de distinction des logiques d'action est la variation du rapport entre les *enjeux* du conflit, les *objectifs* poursuivis, et les *moyens* employés. Chaque catégorie repose sur une articulation logique spécifique du rapport enjeux-objectifs-moyens.

Par enjeu, il faut entendre la valeur subjective qu'un groupe social donné octroie à l'objet d'un conflit (Duroselle, 1960). Celle-ci dépend de ce que le groupe juge, en fonction d'une pluralité de paramètres, plus ou moins important pour lui. Toujours l'enjeu de la lutte est relatif à la définition par les adversaires de ce qui vaut ou non la peine *pour eux*. Ainsi la relativité de la perception de l'enjeu de la lutte est une donnée stratégique absolument essentielle. Elle seule permet de comprendre que ce qui pour certains ne constitue pas un motif de lutte armée ou ne justifie pas la poursuite de la guerre dans les



termes dans lesquels elle est menée soit perçue par d'autres comme tel. Elle permet également de saisir pourquoi les tentatives de maintien de la paix ou de maîtrise de la violence par des tiers, jugées possibles parce que l'objet du conflit n'apparaît pas commander à leurs yeux l'emploi de la violence, se heurtent à une évaluation de l'enjeu tout à fait différente de la part des belligérants.

Les objectifs pris par ailleurs en considération se situent à l'intersection du politique et du militaire. Quant aux moyens, ils comprennent les ressources mobilisables mais également les voies et procédés d'action. L'idée que les logiques de guerre se comprennent par l'articulation des enjeux, des objectifs généraux et des moyens de l'action n'est en réalité qu'une formalisation du mode de raisonnement clausewitzien. Dans son fameux article "La guerre est un caméléon", consacré à la discussion de la pertinence des thèses de Clausewitz à l'âge nucléaire, Raymond Aron (1974, p.12) écrit:

Selon l'enjeu, on augmentera plus ou moins la mise, autrement dit on mobilisera plus ou moins de forces, on déploiera plus ou moins d'énergie. Clausewitz ne formule pas explicitement cette proportionnalité entre la mise et l'enjeu comme s'il s'agissait d'un précepte; il la donne comme une régularité non sans exceptions possibles.

Commençons par la transformation du concept de guerre totale. Il existe plusieurs définitions de la guerre totale, qui forment néanmoins une communauté de sens. Guerre de masse et guerre industrielle, guerre impliquant la mobilisation par l'État de l'ensemble des ressources de la société et se déployant dans toutes les sphères de l'activité sociale, et, si on pousse jusqu'à son extrémité l'idée de la subordination à la guerre de toutes les forces sociales, type de lutte renversant la formule clausewitzienne par la subordination de la politique à la guerre (conception de Ludendorff, qu'on laissera ici de côté; Ludendorff, 2010). C'est bien sûr dans notre imaginaire aux deux guerres mondiales que se réfère essentiellement la notion de guerre totale, et c'est justement sa dépendance descriptive à l'égard de ces événements qui pose problème au raisonnement stratégique. Certains ont la juste intuition qu'on pourrait utiliser la notion pour d'autres configurations historiques, mais sans modification de sa définition, la transposition se heurte toujours à la même impasse : dans l'optique courante, pour qu'il y ait "véritablement" une guerre totale, il faut nécessairement que les belligérants soient dans des situations analogues et que soit présent au moins un des éléments suivants: la masse de combattants, le caractère industriel de la production d'armement et de l'économie de guerre, l'État. On est donc théoriquement placé devant l'impossibilité d'utiliser la notion pour caractériser des situations historiques dissymétriques, où il est difficile de qualifier le nombre de combattants de "masse" – quoique l'idée de "masse" soit relative –, où on ne retrouve pas la dimension industrielle. En outre, par définition, la notion de guerre totale ainsi conçue ne peut s'appliquer aux groupes combattants dits irréguliers, puisque la mobilisation des ressources y est réalisée par l'État. Or, tous ces éléments descriptifs qui nous empêchent d'étendre l'utilisation du concept de guerre totale relèvent de la *forme* de l'activité guerrière, non de sa *logique*. D'ailleurs, ces définitions de la guerre totale ne nous permettent pas de comprendre

pourquoi, dans ce cas, on assiste à une mobilisation particulièrement importante des moyens et à une extension du champ de la lutte.

Transformée en type idéal, la notion de guerre totale devient une *logique de guerre* que peuvent partager ou non les belligérants, et qui repose en premier lieu sur une perception absolutisée des enjeux du conflit: l'objet du conflit est perçu, parce qu'il représente un bien fondamental pour un groupe donné, comme définitivement non négociable. L'objectif général qui en découle logiquement est d'imposer sa volonté à *tout prix*. Au service de cet objectif sont employés, dans la lutte, tous les moyens disponibles. L'emploi de l'ensemble des moyens disponibles possède une double dimension: qualitative, elle renvoie à *l'extension* des ressources jetées dans la guerre (extension des ressources militaires, extension des moyens de la lutte à des ressources extramilitaires, extension des méthodes et des procédés); quantitative, elle renvoie à leur mobilisation. Mais le fait que tel groupe combattant possède, comparativement à son adversaire, peu de ressources, est tout à fait compatible avec la logique de guerre totale. L'asymétrie des moyens aura simplement tendance à influencer sur le style stratégique et tactique de celui qui est moins pourvu en ressources.

La *logique de guerre totale* est ainsi susceptible de revêtir des formes très diverses: elle peut être associée à des modalités d'action dites conventionnelles ou non, elle peut animer des acteurs étatiques ou non, elle peut être associée à une stratégie générale de style direct ou indirect, elle peut mobiliser des moyens industriels ou non, on peut la retrouver motivant les acteurs de guerres civiles ou étrangères, de guerres nationales ou révolutionnaires, etc. Transformée en logique d'action, on repère la guerre totale bien au-delà des deux guerres mondiales, comme l'ont pressenti ceux qui ont tenté d'appliquer le concept originel aux guerres du Péloponnèse, à la guerre de Trente ans, à certaines guerres d'Indépendance, aux guerres de la Révolution et de l'Empire, etc.

Cette logique d'action ne prend toutefois pleinement son sens que par distinction d'avec la *logique de guerre limitée*. On définit communément la guerre limitée comme une guerre aux objectifs et moyens limités. Il manque de nouveau, pour comprendre sa logique, la référence première aux enjeux et une explicitation de l'articulation de l'ensemble. La *logique de guerre limitée* est celle d'une double limitation des objectifs et des moyens de la lutte par suite d'une perception relativisée des enjeux du conflit. Les enjeux sont dans ce cas jugés suffisamment importants pour justifier une guerre, mais ne mettant toutefois pas en péril ce que les sociétés conçoivent comme fondamental pour elles. Si l'objectif de l'action reste d'imposer sa volonté à l'adversaire, celui-ci est dépendant d'un calcul mettant en balance les *risques de pertes* et les *espérances de gain*. Les moyens engagés au départ dans la lutte sont donc inférieurs dans leur coût – humain, matériel, financier, politique, symbolique – aux avantages que l'on espère pouvoir obtenir de la victoire. Et si en cours de route il s'avère que le coût du conflit est plus élevé que prévu et qu'il en vient même à surpasser la valeur du gain que la victoire est susceptible d'offrir, l'objectif initial est redéfini. Il s'agit alors moins d'imposer sa volonté à l'adversaire que d'être face à lui dans une situation d'avantage militaire qui permette de négocier une sortie politique du conflit qui soit la moins éloignée possible de l'espérance de gain initiale.

Tableau récapitulatif

	Enjeux	Objectifs	Moyens
<i>Logique de guerre totale</i>	Perçus comme absolus	Imposer sa volonté à tout prix	Tendance à l'emploi de tous les moyens disponibles (extension / mobilisation)
<i>Logique de guerre limitée</i>	Perçus comme relatifs	Imposer sa volonté dans la mesure où gains > coûts. S'il y a risque de coûts trop élevés par rapport à la valeur des gains potentiels, négocier favorablement	Tendance à la limitation quantitative

Il est notoire que les coûts initiaux sont quasi systématiquement sous-évalués. Pour les États-Unis par exemple, les guerres d'Irak et d'Afghanistan se sont révélées beaucoup plus longues, plus meurtrières et plus chères que prévu, alors même que les espérances de gain politiques et stratégiques ont été sérieusement réévaluées à la baisse. Pour ne donner que quelques chiffres, le président américain George W. Bush estimait en 2003 que la guerre en Irak allait coûter 50 milliards de dollars; les estimations les plus optimistes tournent aujourd'hui aux alentours de 500 milliards, les moins optimistes dépassent le millier de milliards.<sup>7</sup> Cette sous-évaluation des coûts (quelle que soit leur nature) est peut-être liée au fait qu'on identifie mal dans quelle logique d'action se trouvent les parties adverses, ou les évolutions qui l'affectent.

Il ne suffit pas en effet, comme il semble que ce soit souvent implicitement admis, qu'un objectif politique et/ou militaire soit considéré comme "limité" pour qu'on soit autorisé à en déduire que les coûts du conflit le seront autant qu'on l'espère. Car la nature et le volume des moyens engagés au bout du compte dépendent autant, si ce n'est plus, de la logique et des modalités d'action de l'adversaire que de nos propres objectifs. Un adversaire plus faible militairement, mais qui est dans une logique de guerre totale et qui trouve stratégiquement et tactiquement les méthodes pour limiter sa faiblesse, entraîne très souvent l'autre partie, si elle se trouve, elle, dans une logique de guerre limitée, dans un conflit d'usure qu'elle finit par ne plus pouvoir supporter. Dans cette configuration, le plus puissant militairement ne se retrouve pas en difficulté parce qu'il serait en réalité "plus faible" (thème récurrent, ces dernières années, avec celui des guerres asymétriques, de "*l'impuissance de la puissance*": Badie, 2004). Si on laisse de côté les facteurs importants

<sup>7</sup> Pour une information plus large sur l'ensemble des coûts de toutes natures des guerres d'Irak et d'Afghanistan, voir: Fontanel, 2012; Bergen, 2011; Eisenhower Study Group, 2011.



que sont la plus ou moins grande adaptation du moyen à la fin – la violence ne peut pas tout – et la plus ou moins grande efficacité des stratégies et tactiques employées, le plus puissant, souvent, ne parvient pas, ou pas complètement, à imposer sa volonté, parce que son engagement est tributaire d'une mise en balance, rationnelle pour lui compte tenu des enjeux relatifs du conflit de son point de vue, entre des gains et des pertes potentiels. Or, il est finalement assez aisé à un adversaire pour qui les enjeux sont beaucoup plus importants et qui parvient techniquement à imposer un conflit d'usure de faire s'envoler les coûts du conflit pour la partie opposée. Comme en général, en parallèle de l'élévation des coûts pour celui qui est dans une logique de guerre limitée, la poursuite du conflit fait s'amenuiser ses espérances de gains, il devient forcément irrationnel à un moment ou à un autre pour lui de poursuivre – en tout cas de poursuivre la lutte armée dans les mêmes conditions.<sup>8</sup> En somme, la configuration qui voit s'affronter une logique de guerre limitée et une logique de guerre totale nous paraît structurellement favorable à la seconde, indépendamment de la faiblesse relative des ressources dont elle est susceptible de bénéficier. Mais encore faut-il raisonner avec les instruments conceptuels permettant d'identifier la logique de guerre totale chez son/ses adversaires.

Si dans notre imaginaire l'idée originelle de guerre totale tend à se confondre avec les deux guerres mondiales, incorporant des caractéristiques descriptives (masse de combattants, dimension industrielle, rôle de l'État) qui nous empêchent de repérer *la logique de guerre totale* partout où elle est à l'œuvre, la notion originelle de guerre limitée, de la même manière et pour les mêmes raisons, est susceptible de nous induire en erreur. Si on se limite à la seule France, l'image la plus souvent utilisée pour illustrer la guerre limitée est celle des guerres européennes du 18<sup>e</sup> siècle. Or, ces guerres qui n'ont été qualifiées de *guerres limitées* qu'*a posteriori* et en comparaison avec ce que le phénomène guerrier est devenu à partir de la Révolution et de l'Empire,<sup>9</sup> souffrent, si l'on peut dire, d'une mauvaise réputation. Menées par des armées professionnelles dont la constitution, l'organisation, l'entretien et la subordination au pouvoir central d'un État a été le fruit d'un travail long, difficile et encore inachevé,<sup>10</sup> elles ont été jugées sévèrement par les écrivains

---

<sup>8</sup> La détermination subjective de ce moment mériterait à elle seule une étude. On reconnaît ici un des cas d'école de la théorie des jeux, développé par Martin Shubik: le fameux *Dollar aux enchères*, même si dans notre raisonnement précédent il ne concerne qu'un seul protagoniste. L'expérience du *Dollar aux enchères* est la suivante: un billet d'un dollar est mis aux enchères à 1 cent. Le meilleur enchérisseur remporte le billet, mais le deuxième meilleur enchérisseur doit s'acquitter de son enchère sans rien en retour. Résultat: les participants enchérissent jusqu'à 99 cents, puisque jusqu'ici ils sont gagnants – ils ont un dollar pour moins d'un dollar. Arrivant là, celui qui avait placé une enchère à 98 cents se résout à enchérir 1\$, sinon il perdra ses 98 cents. L'enchérisseur à 99 cents ne peut laisser filer ainsi le billet, et enchérit 1,01\$ afin de perdre 1 cent plutôt que 99. Et ainsi de suite. Les surenchères se poursuivent longuement, chacun ayant déjà trop investi pour abandonner, et cherchant à limiter ses pertes – mais par-là les augmentant. En moyenne, les enchères s'arrêtent vers 3 ou 4 dollars, lorsqu'un des protagonistes finit par réaliser l'absurdité de la partie dans laquelle il s'est engagé. Cf. Shubik, 1971.

<sup>9</sup> Si l'usage de l'expression "guerre limitée" est postérieur aux guerres européennes du 18<sup>e</sup> siècle, les élites de l'époque avaient malgré tout conscience d'être en train de vivre une période durant laquelle, comparativement à l'histoire européenne récente, le phénomène guerrier s'était amoindri. Il n'existe donc pas, historiquement, de tendance linéaire et univoque vers la logique de guerre totale.

<sup>10</sup> Initié en France par un père et un fils célèbres: Michel Le Tellier, qui posa les fondations de l'armée française à compter de 1643, et le marquis de Louvois, qui lui succéda et poursuivit la tâche sous le règne personnel de Louis XIV. Cf. Howard, 1988.

militaires les plus influents à partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle. En dehors de Carl von Clausewitz, le plus critique est probablement le comte de Guibert qui, en 1772 dans son *Essai général de tactique*, stigmatise violemment la pusillanimité des guerres de son époque. S'il reviendra par la suite sur ses affirmations de jeunesse, son premier jugement est peu modéré : sans résultats décisifs, parce que menées par des armées incompetentes, mal payées et possédant une ardeur au combat toute relative, les conflits se terminent en général par un "troc" de provinces qui ne règle en rien les problèmes aux origines de l'entrée en guerre. Les chefs militaires du 18<sup>e</sup> siècle ne sont pas plus épargnés par la sévérité des commentaires. Le maréchal de Saxe en particulier, à qui l'affirmation dans ses *Rêveries de guerre* (1732) de la possibilité pour un général de faire la guerre toute sa vie durant sans jamais livrer bataille, aura valu quelques railleries.

En somme, et eu égard au visage que la guerre prendra par la suite, les conflits européens du 18<sup>e</sup> siècle ont tendance à n'être jugés pas comme de "vraies guerres", hésitations entre armées peu enclines à accepter le combat si les conditions idéales de remporter la victoire ne sont pas réunies, et se soldant au bout du compte par des résultats mitigés qui ne donnaient que rarement aux conflits une issue politique sans ambiguïté.

Il faut cependant replacer ces caractéristiques générales des conflits armés européens du 18<sup>e</sup> dans leur contexte politique et social. Il est vrai que les gouvernants de l'époque faisaient grand cas de la vie de leurs soldats et ne la risquaient que si les circonstances l'exigeaient impérativement. Il y a à cette attitude une excellente raison : les armées professionnelles demandaient pour être constituées, entraînées et entretenues, à la fois dans leur existence et leur loyauté, des sacrifices financiers considérables. Véritables investissements, elles ne pouvaient faire l'objet de paris trop audacieux.<sup>11</sup> Comme par ailleurs les enjeux des guerres étaient jugés relativement restreints, il était tout à fait rationnel de limiter en conséquence les ressources que l'on y consacrait et d'en modérer l'emploi.

Mais surtout, les contraintes pesant sur l'usage de la force militaire ont conduit les chefs militaires à adopter une stratégie singulière, cherchant à atteindre le meilleur rapport entre risques de pertes et espérances de gains, compte tenu du contexte. Cette stratégie revient à mêler les résultats de la gesticulation, de l'évitement et de petites batailles, combinés sur un *mode indirect*, c'est-à-dire en cherchant à obtenir une décision – certes momentanée et négociée – par l'action d'autres facteurs que celui de la puissance militaire<sup>12</sup>; le facteur décisif étant en l'occurrence le facteur financier.

Si l'action des protagonistes des guerres européennes du 18<sup>e</sup> siècle, telles qu'elles viennent d'être succinctement décrites, participent bien de la *logique de la guerre limitée*, leurs modalités stratégiques, en les éloignant de l'image de la guerre comme choc violent et théoriquement décisif entre deux armées cherchant le combat, ont tendance à aussi les

---

<sup>11</sup> D'autant que, contrairement à une idée reçue, les batailles du 18<sup>e</sup> siècle étaient très meurtrières. Le meilleur moyen de limiter les pertes était donc de limiter le nombre de batailles. Howard, 1988, *op.cit.*

<sup>12</sup> André Beaufre, *op.cit.*

éloigner de ce que nous envisageons comme de “véritables guerres”. Or, non seulement une guerre n’est pas *plus* une guerre parce qu’elle est livrée sur le mode de la stratégie directe, mais de surcroît il n’existe ni nécessité logique ni systématisme historique à l’association de la *logique de guerre limitée* et du mode stratégique indirect. L’action de la coalition contre l’Irak lors de la Guerre du Golfe (1990-1991) est un parfait exemple de conjonction d’une *logique de guerre limitée* et d’un mode stratégique direct.

Il est parfaitement possible de se trouver dans une logique de guerre limitée et de mener une action violente recherchant la décision par le combat, comme d’ailleurs d’engager dans celui-ci des moyens humains et matériels impressionnants. Ce n’est pas la plus ou moins grande violence qui distingue logique de guerre totale et logique de guerre limitée, mais le plus ou moins grand *acharnement à poursuivre la lutte armée*. De la même façon, ce n’est pas le volume absolu des ressources employées qui différencie les deux logiques, mais *la proportion des ressources engagées relativement à l’ensemble de celles qui sont potentiellement disponibles*.

## Conclusion

Il est extrêmement important d’insister en conclusion sur le fait que les deux logiques que l’on a tenté d’extirper ici des catégories descriptives de guerre totale et guerre limitée correspondent à des *tendances* mentales et pratiques qui se trouvent plus ou moins marquées empiriquement. Les attitudes et comportements des acteurs historiques, individuels ou collectifs, sont plus ou moins guidés par la logique de guerre totale ou de guerre limitée, ne correspondant parfaitement que rarement aux types idéels. Les types idéels sont des instruments de compréhension de la réalité historique – aidant à organiser la matière empirique –, ils n’ont pas vocation à s’y substituer.

Par ailleurs, si on a “idéellement” affaire à des logiques distinctes, les acteurs historiques sont capables de logiques évolutives. Il revient à l’analyste des guerres réelles d’évaluer dans quelle mesure tels ou tels acteurs collectifs manifestent dans leur conduite telle ou telle logique d’action et pourquoi, de saisir l’éventuel passage d’une logique à une autre, d’analyser la manière à chaque fois singulière dont empiriquement les logiques s’incarnent. Surtout, il lui revient de comprendre pourquoi, le cas échéant, la trame principale de la conduite de certains acteurs s’avère, au regard des outils analytiques, *illogique*. Pourquoi, en d’autres termes, l’articulation des enjeux, des objectifs et des moyens de l’action selon la logique d’une adaptation réciproque est parfois brouillée. Il n’est en effet pas impossible qu’un désajustement des trois éléments constitutifs des logiques de guerre, plus ou moins prononcé, s’opère dans les raisonnements et la conduite des acteurs historiques. Pour être en mesure d’identifier cet illogisme, encore faut-il disposer d’un étalon permettant de mesurer l’écart entre le logique et l’illogique.

## Bibliographie

- ARON, Raymond, “La guerre est un caméléon”, *Contrepoint*, n°15, 1974.
- BADIE, Bertrand, *L'impuissance de la puissance : Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.
- BARDIÈS, Laure, article “Violence militaire”, *Dictionnaire de la violence*, Paris, PUF, 2011.
- BEAUFRE, André, *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, 1998 [première édition: 1963].
- BERGEN, Peter, *The Longest War. The Enduring Conflict between America and Al-Qaeda*, New York, Free Press, 2011.
- CLAUSEWITZ, Carl von, *De la guerre*, traduction de Denise Naville, préface de Camille Rougeron et introduction de Pierre Naville, Paris, Éditions de Minuit, 1955 (réédité en 1998).
- COUTAU-BÉGARIE, Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2006 (5<sup>e</sup> édition).
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, “La stratégie des conflits internationaux”, *Revue française de science politique*, 10(2), juin 1960, pp. 287-309.
- EISENHOWER STUDY GROUP, *The Costs of War since 2001 : Iraq, Afghanistan and Pakistan*, Eisenhower Research Project, Brown University, juin 2011, consultable sur Internet à l'adresse : <http://coto2.files.wordpress.com/2011/07/costs-of-war-2001-2011.pdf>.
- FONTANEL, Jacques, “Un bilan des coûts de la guerre en Irak et en Afghanistan”, *Questions internationales*, n°55, 2012.
- HOWARD, Michael, *La guerre dans l'histoire de l'Occident*, Paris, Fayard, 1988 [édition originale: 1976].
- LUDENDORFF, Erich, *La guerre totale*, Paris, Perrin, 2010 [1<sup>ère</sup> édition allemande :1935].
- SCHNAPPER, Dominique, *La compréhension sociologique*, Paris, PUF, 1999.
- SHUBIK, Martin, “The Dollar Auction Game: A Paradox in Noncooperative Behavior and Escalation”, *Journal of Conflict Resolution*, 15 (1), 1971, pp.109-111.
- WEBER, Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1992 [édition originale: 1922].